

ther sulfurique, va à son tour être remplacé par l'aldéhyde, corps auquel M. Poggiale a reconnu une propriété stupéfiante des plus caractérisées.

Nous avons reçu le prospectus d'un nouveau journal intitulé *l'Ère Nouvelle* dont le premier numéro a dû paraître à Paris le 15 du courant. Ce prospectus peut être considéré comme le manifeste du parti religieux en France. Nous nous empressons d'en faire part à nos lecteurs :—

« De grands événements viennent de s'accomplir dans notre patrie; une troisième fois depuis cinquante ans l'impuissance des hommes à fonder en France un pouvoir solide a été manifestée. Le premier qui l'ait tenté, en s'appuyant sur le prestige de la victoire, a vu tomber son œuvre le jour où la victoire l'a trahi. Ceux qui sont venus après en ont appelé aux traditions antiques, à la force des races royales consacrées par le temps et l'hérédité; ils ont péri d'une main qui a retourné contre eux la majesté du sang. Les derniers se croyaient plus forts en demandant secours aux intérêts matériels; ils espéraient dans le développement du commerce et de l'industrie, dans une activité qui ne laisserait jamais ni reposer la fortune, ni tarir l'ambition: on vient de les voir s'évanouir devant le pressentiment continu d'un mal-être issu des entrailles mêmes de la prospérité. La terre a manqué sous leurs pieds, comme elle l'avait aux descendants des grandes races, et avant eux à l'homme de la victoire; et à chaque fois le gouffre s'est élargi. Napoléon avait été vaincu par l'Europe, et un million de soldats nécessaire pour l'abattre avaient enveloppé sa chute dans une solennité qui imposait à l'âme. Charles X avait laissé derrière lui saive et intacte, la dignité du Parlement national. Mais aujourd'hui qu'il reste l'il qui n'ait été atteint? Roi, princes, pairs, députés, soldats rangés en bataille, tout a disparu dans une ruine qui n'a rien coûté. Il semble que la révolution d'un empire ne soit plus qu'un jeu d'enfant, et l'œil étonné contemple cet abîme où trois fois, en moins d'un demi-siècle, un vaste royaume a précipité son gouvernement. Faut-il donc désespérer? N'y a-t-il plus d'ancres pour nous? La France est-elle dans l'enfance de la vie ou de la mort? Beaucoup n'ont rien, et tremblent d'une peur qu'ils ne cherchent pas même à s'expliquer. Les uns espèrent, les autres doutent, plusieurs maudissent, un grand nombre croient et attendent. Nous sommes de ceux qui croient et qui attendent; car au milieu de ces catastrophes répétées, nous retrouvons toujours deux choses debout, la nation et la religion. Ce peuple qu'on estime perdu ressaisit au moment même le sentiment de l'ordre, et tire de son sein, avec une imperturbable fécondité, de nouveaux éléments de hiérarchie et d'organisation. On le jugeait ennemi de Dieu, et dans l'enivrement même de la victoire, il tombe aux pieds de celui qui ne demande rien tant aux victorieux que le sentiment de leur faiblesse.

Non, la France n'est point un peuple inexplicable ou mort. Il a vers le vrai et le juste une aspiration dont ses mouve-

ments désordonnés ne sont que le témoignage; il cherche un gouvernement sincère comme lui, généreux comme lui, qui ne fasse pas de son existence une contradiction perpétuelle à ses vœux. On promet trop à ce peuple et on ne lui tient pas assez; les lois lui reprennent ce que ses constitutions lui donnent, les restaurations lui ôtent ce que ses révolutions lui gagnent, et dans cet horrible jeu, s'il perd la foi aux pouvoirs qui lui mentent et aux choses qui le trahissent, il ne perd jamais l'espérance d'une vie régulièrement ordonnée, qui consacre les principes de liberté, d'égalité et de fraternité que le Christianisme a mis au monde. Trois monarchies ont successivement mal répondu à ses besoins, il les a brisées ou laissé briser, ce qui est la même chose, car on fait ce qu'on laisse faire. Aujourd'hui la France essaie de rappeler à elle, sous un mode nouveau, l'ordre toujours compromis, ses droits toujours méconnus ou menacés. Elle a proclamé, par l'organe de quelques hommes investis de sa confiance et de son pouvoir, qu'elle était une république; elle attend d'eux la convocation d'une assemblée nationale qui réglera définitivement les questions nées en foule de cette suprême situation. L'Europe, l'Eglise, le monde, la regardent ensemble; nous tous, ses enfants, nous ne verrons jamais un moment plus grave et plus décisif. Mais nous, particulièrement, ses enfants chrétiens, ses enfants baptisés dans l'Eglise catholique, nous ne verrons jamais un moment où nous puissions faire davantage pour elle et pour nous si nous entendons bien ses intérêts et les nôtres; contre elle et contre nous si nous entendons mal ce que nous lui devons et ce que nous nous devons à nous-mêmes.

On voudrait en vain se le cacher, la France est un pays catholique. En dehors de la doctrine, de la discipline issues de Jésus-Christ et conservées par l'Eglise, il n'existe en France aucune doctrine fondée, aucune discipline efficace dans les esprits. Tout Français qui n'est pas catholique ne possède aucun corps dogmatique, pas plus chrétien que rationnel; il cherche, il espère, il croit à ses recherches et à ses espérances, mais il n'a pris possession d'aucun principe suffisant et fécond. C'est ce qui fait depuis soixante ans la force de l'Eglise et la faiblesse de ses ennemis. C'est ce qui explique pourquoi toujours, quelque événement qui se présente, la religion reste debout à côté de la nation. On ne classe une religion que par une autre, et la France ne connaît pas d'autre religion que la religion de Jésus-Christ, une, sainte, catholique, apostolique.

La France étant donc catholique, la position que prendront son évêque, son clergé, ses fidèles, est d'une importance souveraine et, pour ainsi dire, sans mesure. Ce que ne voudront pas les catholiques ne s'accomplira pas, ou s'accomplira dans des conditions telles, que le succès même ne sera que l'avant-veille de la chute et de l'ensevelissement. Il y a aujourd'hui, comme au 18 brumaire, deux choses victorieuses: la nation et la religion. On ne pouvait pas le dire en 1830, bien que cela fût; mais les voiles de 1830 sont déchirés, et tout le monde, à part ce petit

troupeau d'aveugles qui en chaque occasion survit à la lumière, tout le monde voit qu'il y a deux forces en France: le peuple même et Jésus-Christ. S'ils se divisent, nous sommes perdus; s'ils s'entendent, nous sommes sauvés.

Comment peuvent-ils s'entendre?

Ils peuvent s'entendre, si l'Eglise respecte les volontés générales de la nation, et si la nation, respecte les lois traditionnelles de l'Eglise. Ils peuvent s'entendre, si l'Eglise travaille au bien de la nation, et si la nation coudent au bien de l'Eglise.

Commençons par nous. Qu'est-ce que veut la nation? Elle a fait ou laissé périr, ce qui est la même chose, trois monarchies en quarante-sept ans; elle est lasse par conséquent de ce triple et infructueux essai; elle soupçonne, à tout le moins, qu'il y a dans cette forme de gouvernement quelque chose de mystérieusement incompatible avec la stabilité de ses destinées. Elle se demande si les rois ne sont pas condamnés du ciel, et elle veut, par une grande expérience, tenter de vivre et de durer sous une autre forme d'administration publique. Pourquoi l'empêchons-nous? Est-ce que l'Evangile ou l'Eglise ont jamais réprouvé une forme quelconque de gouvernement? Est-ce que les institutions chrétiennes ne fleurissent pas mieux sous le ciel démocratique des Etats-Unis que sous le sceptre autocratique du czar? Quelle raison divine y a-t-il de s'opposer à l'établissement d'une république en France? Aucune assurément. On peut penser que des raisons humaines l'exigent, mettro devant nos yeux les images sauglantes de 1793, souteur qu'un grand peuple est incapable de vivre en république. Ces raisons sont hommes ou mauvaises, mais elles n'ont aucun caractère divin, aucune sanction religieuse. Il n'y a donc pas de devoir religieux ou divin de s'opposer au vœu de la France, si elle préfère en ce moment la forme républicaine à la forme monarchique. C'est une affaire d'opinion, ce n'est pas une affaire de foi. Or, un motif d'opinion ne suffit pas pour que l'Eglise entre en hostilité volontaire avec le vœu général d'une nation. Laissons faire la France, laissons-la faire avec un sentiment profond de respect et d'amour; suivons de notre cœur, de notre plus sincère bon vouloir, chacun de ses pas; soyons ses enfants les plus dévoués. Qu'elle le sente à toutes nos paroles et à tous nos actes. Prions pour elle, non comme on prie pour un peuple qui s'égare, mais pour un peuple travaillé par des besoins sérieux et des épreuves multipliées, qui cherche péniblement son avenir, qui le demande à Dieu avec anxiété et qui est digne par son caractère, sa foi, son dévouement, ses longs services dans la double et unique cause du ciel et de la terre, de trouver enfin le port où s'attacheront ses générations. Fuyons, comme les conseils de la mort, les suggestions étroites de l'esprit de parti; ne croyons pas aux hommes qui ne croient qu'au passé, et qui renferment la Providence de Dieu dans le cercle de leurs souvenirs. Dieu est grand, les siècles sont longs, l'avenir n'a pas d'horizon visible; prenons une âme égale à tant de choses que nous ne connaissons pas